

**Tourisme - Assises des outre-mer -
Discours de Mme Annick Girardin,
ministre des outre-mer
(Paris, 25 septembre 2017)**

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Mesdames et Messieurs les Représentants des collectivités territoriales,

Monsieur le Directeur général adjoint des outre-mer,

Mesdames et Messieurs les Professionnels du secteur du tourisme,

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureuse de vous accueillir à l'occasion de la seconde édition des rencontres nationales du tourisme outre-mer. Échanger et travailler en lien direct avec les porteurs de projets et les acteurs de terrain : voilà la méthode à laquelle mon administration et moi-même sommes très attachées.

Ces rencontres se déroulent d'ailleurs la veille du salon Top Résa. Je vous invite à vous y rendre pour faire entendre la voix du tourisme ultramarin et tisser des liens avec les acteurs internationaux du secteur. Je m'y rendrai également.

Mais je ne pouvais ouvrir cette journée sans évoquer la situation aux Antilles, après les passages des ouragans Irma, José et Maria sur Saint-Martin, Saint-Barthélemy, la Martinique et la Guadeloupe.

Pour m'y être rendue personnellement quelques heures après leurs passages, je peux témoigner de l'angoisse et de la détresse de nos concitoyens. Quand un proche vous a quitté, quand vous avez tout perdu, quand il faut réapprendre à vivre sans eau ni électricité, seuls le temps et la volonté peuvent panser les plaies. Je tiens encore une fois à saluer l'investissement de tous les services publics de l'État et des collectivités territoriales qui se sont mobilisés pour apporter les premiers secours, l'assistance et la sécurité. Je tiens aussi à saluer les initiatives et la solidarité des citoyens. Je pense notamment à un entrepreneur du secteur du tourisme basé à Saint-Martin qui a mis à disposition spontanément ses chambres d'hôtel et tout son parc automobile. L'heure est aujourd'hui à la reconstruction.

Reconstruire, c'est l'occasion de donner un nouvel élan à ces territoires. Reconstruire à

l'identique serait une erreur. Nous ne pouvons plus aménager nos territoires sans prendre en compte les risques sismiques et cycloniques. La violence, la fréquence et l'imprévisibilité des phénomènes climatiques nous obligent à prévoir l'imprévisible. L'impératif qui doit guider notre action, c'est reconstruire de manière durable.

Ce défi est collectif. Il vous concerne vous aussi, élus et professionnels du tourisme, à la fois car votre secteur a été très impacté et aussi parce que l'avenir passe par un tourisme responsable. Saint-Martin devra se réinventer. Dans une moindre mesure, Saint-Barthélemy, la Martinique et la Guadeloupe ont aussi à s'inscrire dans un nouvel élan. Le plan national de reconstruction de Saint-Martin, annoncé mercredi dernier par le Premier ministre, prévoit un retour à la normale d'ici quelques mois. La saison touristique sur Saint-Martin et Saint-Barthélemy doit reprendre d'ici le début d'année 2018. Le défi est immense. Mais je fais le pari ici que ces territoires peuvent devenir une vitrine du tourisme responsable.

Les îles d'outre-mer, qu'elles soient dans le Pacifique, dans l'océan Indien ou dans l'Atlantique cumulent les risques liés au dérèglement climatique : je pense à la submersion, à l'érosion côtière ou aux cataclysmes climatiques que l'on vient de connaître. S'ils sont aux avant-postes des risques, les territoires ultramarins sont aussi les mieux placés pour être aux avant-postes des solutions. Je pense qu'ils sont aussi les mieux placés pour être pilotes dans la mise en place des 17 objectifs de développement durable, adoptés par la France en 2015 à l'ONU.

Les Nations unies ont d'ailleurs décrété 2017 année du tourisme durable. Nos destinations outre-mer possèdent un patrimoine exceptionnel : 80% de la biodiversité française, des lagons d'exception parfois méconnus (Mayotte), des espaces classés au patrimoine mondial de l'Unesco.

La question environnementale doit primer dans l'élaboration de nos politiques publiques à destination du tourisme. Et cela doit se faire ensemble, par une intelligence collective nourrie des expériences territoriales. Les territoires ultramarins ont vocation à être des terres d'excellence et d'innovation, y compris dans le secteur touristique.

C'est pour ces raisons que le tourisme sera au coeur des assises des outre-mer. L'ambition de ces assises est que chaque acteur ultramarin se sente assez concerné pour participer aux solutions pérennes pour développer leurs territoires.

Je considère d'ailleurs cette journée comme un prélude aux travaux des assises sur le thème du tourisme. À vous, élus, acteurs publics et privés du secteur, de réfléchir à des projets concrets pour chacun de vos territoires. Des projets qui appellent à des capacités de pilotage et de mise en oeuvre rapides.

Vous le savez, l'un des enjeux est bien de cibler une clientèle qui soit à la fois plus contributive et moins ancrée dans le tourisme affinitaire. Je milite activement pour que les outre-mer s'inscrivent dans leurs bassins maritimes. Cela passe par une réflexion sur nos politiques de visa ainsi que par une offre de formation plus pertinente ; je pense entre autres à l'apprentissage des langues ou à l'excellence française en matière culinaire.

La montée en gamme de l'offre touristique doit également guider notre action et cibler la clientèle de manière à proposer des infrastructures qui collent à notre époque.

Les emplois dans le tourisme sont suffisamment variés pour satisfaire le plus grand nombre. Et nous savons qu'ils ne se limitent pas à l'hôtellerie-restauration : je pense à l'architecture, la valorisation du patrimoine et de la biodiversité, le digital.

Si nous avons tant besoin de votre participation, c'est parce que nous souhaitons que les solutions identifiées au cours des assises s'inscrivent pleinement dans les réalités et les besoins locaux. Et qui mieux que les collectivités et les élus de terrain sont légitimes pour parler des territoires ?

Les chiffres de 2016 et les perspectives pour cette année sont encourageants : en juillet 2017, les destinations ultramarines affichent une progression de 11% au niveau des arrivées dans les aéroports, visiteurs internationaux et hexagonaux confondus. Le secteur du tourisme représente en moyenne 10% du PIB des territoires d'outre-mer. Ce sont plusieurs dizaines de milliers d'emplois directs et indirects.

Mais soyons plus ambitieux. La France est toujours la première destination touristique mondiale avec plus de 83 millions de visiteurs enregistrés l'année dernière. Le gouvernement s'est fixé pour objectif de passer ce chiffre à 100 millions à l'horizon 2020. Les outre-mer y seront activement associés.

Justement, la stratégie tourisme outre-mer s'inscrit dans le prolongement direct de celle du gouvernement, annoncée cet été à l'occasion du comité interministériel du tourisme. Les grands domaines d'action du gouvernement rejoignent les mesures proposées par le conseil de promotion du tourisme en 2015. Permettez-moi d'en rappeler les 6 grands axes :

-
- Mieux connaître l'activité touristique pour mieux la piloter ;
- Mieux promouvoir les produits, les expériences et les marques outre-mer ;
- Renforcer l'accessibilité des destinations ;
- Accompagner la modernisation et le développement du secteur hôtelier ;
- Prendre le virage numérique ;
- La formation.
-

Je souhaiterai insister avec vous sur la nécessaire refondation de la gouvernance.

Je suis une femme de terrain, je ne crois pas que la politique doive nécessairement venir d'en haut. Si l'État est en mesure de donner l'impulsion pour faire naître les initiatives au niveau local, j'estime que les territoires ont tout intérêt à être acteurs de leur propre développement. Surtout en ce qui concerne le tourisme, qui reste une compétence des collectivités territoriales. Ce qui n'empêche pas que l'État d'être un facilitateur et un partenaire des collectivités.

Le tourisme est une économie de l'offre. En 10 ans, nous sommes passés d'une offre de destination à une offre de l'expérience du visiteur. Les réseaux sociaux et les commentaires des utilisateurs ont supplanté les brochures et autres guides de tourisme.

Chaque territoire a vocation à piloter son image sur les réseaux sociaux. Les collectivités doivent s'inscrire dans cette démarche si elles veulent entrer en contact avec les acteurs du tourisme digital. Un espace dédié est d'ailleurs en place au salon Top Résa.

L'innovation c'est aussi le pilotage. À La Réunion par exemple, le préfet et les présidents de collectivités se réunissent dans un Comité d'orientation stratégique du tourisme (COST) qui permet un pilotage cohérent de la politique touristique du territoire. Je vous invite, et je le demande aux préfets, d'évaluer quelle serait la bonne organisation pour chacun de vos territoires.

Au niveau national, nous créons le conseil stratégique du tourisme dans les outre-mer (CSTOM). Ce conseil réunira les décideurs politiques, les professionnels et les administrations concernées, y compris Atout France que je tiens à chaleureusement saluer ici.

Le Conseil s'organiserait en groupes de travail sur la restructuration de l'offre hôtelière, sur la qualification des personnels, sur la desserte aérienne et les visas, sur la croisière, la gastronomie et le patrimoine culturel et naturel ainsi que le tourisme innovant et l'accompagnement des entreprises.

Enfin, le dernier groupe de travail, un cluster piloté par Atout France, se concentrerait toujours vers la promotion et le marketing pour développer l'offre touristique ultramarine.

Ce schéma a vocation à être décliné localement. Je le redis, ce sont bien les travaux menés dans chacun des territoires qui permettront de construire cette stratégie nationale du tourisme en outre-mer.

Le tourisme en outre-mer ne forme pas un tout. Chaque territoire a ses spécificités, ses forces, ses fragilités, ses potentiels propres. Et c'est par l'apport de vous tous, élus, acteurs privés, société civile, clairement inscrits dans les réalités de vos territoires respectifs, que la stratégie tourisme des outre-mer en sera plus cohérente.

Je plaide partout pour un réflexe outre-mer dans l'élaboration des politiques publiques. Le tourisme ne doit pas faire exception. Je vous souhaite de fructueux échanges lors des ateliers. Je vous remercie./.

(Source : site internet du ministère des Outre-Mer)